



Bagnolet, le 20 mai 2010

Communiqué de presse :

Les semenciers tentent de passer en force dans la LMA

La Loi de Modernisation Agricole (LMA) en discussion ces jours ci au Sénat sert de cheval de Troyes aux semenciers.

En effet 3 amendements ont été déposés ces derniers jours : ils ont pour but de faire passer le contenu de la loi sur le renforcement de l'obtention végétale (LROV) rejetée en 2006 au cœur de la LMA.

Comme en 2007 lors du vote final dans la loi sur la contrefaçon, les semenciers tentent cette fois ci le passage en force de la LROV lors du débat sur la LMA, sans y avoir été invités.

La CND SF s'offusque une fois de plus de la méthode utilisée, puisqu'elle avait demandé en 2006 et en 2007 qu'une concertation ait lieu avant la reprogrammation de la loi sur le renforcement de l'obtention et que le gouvernement s'était engagé à l'automne 2007 au sénat par la voix du secrétaire d'Etat Novelli à ce qu'il y ait concertation au sein d'une loi « semence » dédiée uniquement à la question de l'obtention végétale.

Ces amendements paraissent déplacés et tout à fait malvenus dans un contexte agricole tendu.

Comment expliquer aux agriculteurs le passage en force d'une loi qui vise à leur faire payer de nouvelles Cotisations Volontaires Obligatoires sur toutes les espèces, alors même que leur trésorerie est mise à mal et que le recours à la semence à la ferme pour baisser leurs charges est une question de survie pour bon nombre d'exploitants. Il faut rappeler également que si les comptes d'exploitations sont actuellement plombés, c'est en partie lié à une hausse considérable des prix des semences industrielles et commerciales subis en 2007 et en 2008.

La baisse des charges pour les paysans est une évidence omniprésente et permanente, mais force est de constater que loin de la base, les milieux semenciers s'obstinent sur la volonté de taxer davantage la semence à la ferme, qu'utilisent plus de 200 000 agriculteurs en France, soit 50 % du volume total semences de céréales et oléo-protéagineux. Restreignant ainsi la libre utilisation de la récolte.

La CND SF, prête au dialogue, demande que la LMA en reste à la modernisation de l'agriculture française et que la question de la semence soit débattue sereinement, comme s'y était engagé le gouvernement en 2007, en concertation avec les défenseurs de la semence de ferme.

Contacts :

Michel Géray, Porte-parole de la CND SF : 06 16 49 50 29

Sylvain Ducroquet, Président de la CND SF : 06 77 79 22 37